

**Annexe 19 : Catalogue de mesures**

**Mesures complémentaires selon l'article 11, paragraphe 4 de la DCE**

Numéro	Description de la mesure	Observation / Description plus précise de la mesure	Compétence pour la mise en œuvre de la mesure	Priorité
A 1-15	Adapter la loi sur l'eau en tenant compte de la définition d'un débit réservé minimal écologique (e-flow) et des dispositions applicables aux maîtres d'ouvrage de mesures hydromorphologiques	Introduire un débit minimal écologique à assurer à tout moment dans le cours d'eau. Déterminer par la loi que l'Etat assure la maîtrise œuvre pour la réalisation des mesures hydromorphologiques.	AGE	élevée (ongoing)
A 2-15	Adapter la loi relative à l'eau vis-à-vis des enjeux significatifs pour les eaux souterraines (p. ex. les captages d'eau, le stockage de CO <sub>2</sub> , le prélèvement de substances)	En référence à l'article 11, paragraphe 3, point j de la DCE, cette adaptation sert à améliorer le suivi afin d'éviter des rejets de polluants dans les eaux souterraines.	AGE	élevée (ongoing)
A 3-15	Adapter le règlement grand-ducal relatif à la protection des eaux souterraines (p.ex. réglementation des rejets ponctuels de substances dangereuses pour les eaux)	Dans le cadre de la procédure d'autorisation selon l'article 23, paragraphe 1, point d) de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, il convient de s'assurer au préalable que les déversements n'ont pas d'incidence défavorable sur le bon état qualitatif des eaux souterraines et ce tant à l'échelle locale qu'à l'échelle des masses d'eau souterraine (origine de l'eau à infiltrer, type de l'infiltration). En tant que de besoin, des mesures constructives supplémentaires sont à imposer ou alors l'infiltration est à interdire.	AGE	élevée
A 4-15	Contribution de l'AGE à l'élaboration de la loi relative à la protection des sols	La coopération de l'AGE s'avère importante, notamment en vue de réduire les émissions de polluants (tels que les HAP) à partir des sites pollués historiques.	AEV	élevée (ongoing)
A 5-15	Contribution de l'AGE à la révision du Plan d'action national sur les pesticides	Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2009/128/CE, les Etats membres doivent élaborer des plans d'action nationaux qui sont à réexaminer au moins tous les cinq ans. La révision du premier plan d'action national est actuellement en cours.	Taskforce Pesticides	élevée (ongoing)
A 6-15	Poursuivre la campagne « Sans pesticides »	La campagne « Sans pesticides » vise à sensibiliser le public et les communes aux effets néfastes des pesticides sur la nature et la santé et à promouvoir des solutions alternatives fiables, utilisables sur les terrains publics et privés de la zone urbaine. Elle est organisée par un grand nombre d'acteurs du domaine de la protection de l'environnement.	La campagne « Sans pesticides » et ses acteurs	élevée (ongoing)
A 7-15	Déterminer l'état des types de biotopes dépendants des eaux souterraines et des habitats prioritaires (tels que les sources pétrifiantes) et prendre éventuellement les mesures nécessaires	Si possible, la qualité des eaux souterraines sera déterminée dans le cadre des travaux de cartographie des biotopes. S'il s'avère que les écosystèmes sont sensiblement menacés par exemple par les apports d'azote et de phosphore, des mesures devront être prises par exemple dans le domaine de « la gestion des eaux urbaines » ou de « l'agriculture ».	MDDI - Département de l'environnement AGE	élevée
A 8-15	Adapter la législation cadre (loi sur la protection de la nature) pour protéger les zones alluviales et les zones humides	L'adaptation de la loi sur la protection de la nature de 2008 vise à créer des corridors écologiques. Ces corridors favorisent le développement autodynamique des cours d'eau et des zones alluviales. Cette mesure s'inscrit dans la mise en œuvre de la directive « Habitats » (article 10), du projet intégré Natura 2000 ainsi que du projet intégré LIFE „Reconnection Luxembourg”.	MDDI - Département de l'environnement	élevée (ongoing, à achever si possible d'ici fin 2015)
A 9-15	Simplifier les procédures de mise en œuvre des mesures hydromorphologiques	Mettre en place une plate-forme de discussion et de concertation de mesures hydromorphologiques, plate-forme reliant tous les acteurs impliqués en amont des procédures d'autorisation	MDDI - Département de l'environnement AGE	élevée
A 10-15	Développer une procédure standard obligatoire pour les projets de renaturation	Élaborer des exigences minimales standardisées (cahiers des charges) destinées aux bureaux d'études (par exemple concernant le degré de détail, la justification coûts/bénéfices) afin d'investir les fonds publics au meilleur rapport coûts/efficacité.	AGE	élevée (ongoing)
A 11-15	Approche visant à prioriser les mesures compensatoires dans le cadre de projets de grande ampleur (gestion des mesures de compensation)	Dresser un catalogue de mesures en vue d'une gestion nationale des mesures de compensation en tenant compte des « infrastructures bleues » des couloirs de déplacement pour la faune sauvage ainsi que des services écologiques. Il est envisagé de mettre en place à l'échelle nationale un pool de surfaces et un compte écologique.	MDDI - Département de l'environnement	élevée (ongoing)
A 12-15	Elaborer un « programme de protection des bandes riveraines » le long des ruisseaux et rivières (mesure agro-environnementale)	Promouvoir la rétention des eaux en élaborant un programme de protection des bandes riveraines le long des ruisseaux et rivières interdisant entre autres l'application d'engrais minéraux.	MAVPC	élevée

**Annexe 19 : Catalogue de mesures**

Numéro	Description de la mesure	Observation / Description plus précise de la mesure	Compétence pour la mise en œuvre de la mesure	Priorité
A 13-15	Instaurer un centre de compétences agricole	Comme fixé dans le programme gouvernemental de 2013, un centre de compétences agricole sera mis en place en coopération avec les acteurs et administrations compétents.	MAVPC MDDI - Département de l'environnement	élevée
A 14-15	Evaluer le nouveau mode de subventions et d'attribution de subventions Compléter éventuellement le programme agro-environnemental par un programme national	Analyser les possibilités de lier les aides/subventions agricoles au respect de pratiques durables (protection des eaux, renoncement aux engrais).	MDDI - Département de l'environnement MAVPC	moyenne
A 15-15	Mettre en place un pool de surfaces visant à protéger les eaux souterraines et superficielles	Optimiser la mise à disposition de surfaces en coopération avec l'Office National du Remembrement (ONR), p. ex. en vue de renaturations. Il convient d'analyser les possibilités d'acquisition foncière ou de bail à long terme qui revêtent un intérêt général et de créer les conditions-cadres légales permettant de simplifier l'acquisition foncière.	ONR	élevée
A 16-15	Elaborer un "passeport produit" renseignant sur la toxicité des produits phytosanitaires et limiter éventuellement l'accès à ces produits (dans le cadre du Plan d'action national sur les pesticides)	Elaborer des restrictions d'utilisation des produits phytosanitaires afin d'informer les utilisateurs (p.ex. les agriculteurs)	MAVPC	élevée
A 17-15	Analyser les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires courants	Cette analyse vise les objectifs opérationnels suivants : - lister les produits phytosanitaires utilisés au Luxembourg et les quantités appliquées (données SER) - calculer les fréquences de traitement des différentes cultures par les matières actives considérées (données FLIK) - calculer le comportement des matières actives et de TP dans le sol à l'aide du code PEARL (propriétés des matières actives et de TP issues de la banque de données PPDB)	ASTA AGE	élevée
A 18-15	Organe central de contrôle, chargé de certifier les mesures de construction et de contrôler la qualité des eaux usées	Contrôle de qualité, réception ou certification de toute sorte d'ouvrage d'assainissement et de traitement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales par un organe central.	MDDI - Département de l'environnement AGE	élevée
A 19-15	Elaborer un règlement « égouts » définissant les droits et obligations des gestionnaires des réseaux	Définir des intervalles et des tâches de maintenance (tableau de bord de suivi) des installations d'épuration des eaux usées. Une annexe technique renseigne sur l'identification de substances nuisibles.	AGE	élevée (ongoing)
A 20-15	Dans le cadre des « dossiers techniques assainissement », faire un état des lieux des équipements existants, p. ex. en dressant le cadastre des réseaux d'égouts par inspection par caméra, STEP, BO, DO, BREP, etc.	Incorporer au PAG cet état des lieux des équipements existants. Recenser, sur l'ensemble du territoire, l'état / la qualité du système de tuyaux et déterminer les besoins de remise en état. Par ailleurs, il convient de cartographier toutes les intrusions d'eau souterraine et tous les rejets d'eaux usées.	AGE	élevée (ongoing)
A 21-15	Effectuer des travaux de génie civil dans le réseau d'égouts local ou remettre en état les réseaux existants (y compris travaux de maintenance)	Construire des égouts, remplacer les réseaux hydrauliquement surchargés et remettre en état, en tant que de besoin, les canalisations du réseau local et les collecteurs d'eaux usées. Adapter les terrains de camping, zones industrielles, fermes dispersées, maisons isolées, etc. à l'état de la technique (traitement biologique décentralisé des eaux usées ou raccordement à une station d'épuration biologique existante).	Communes Syndicats communaux Particuliers	élevée (ongoing)
A 22-15	Construire des dispositifs permettant de séparer les eaux claires parasites, mettre en place un système séparatif en zones constructibles	Mettre en place un système d'évacuation séparatif des eaux souterraines, des eaux de source et des eaux de surface. Evacuer séparément les eaux usées et les eaux pluviales (dispositifs de rétention des eaux pluviales) en zones constructibles.	Communes Syndicats communaux Particuliers	élevée (ongoing)
A 23-15	Equiper les déversoirs d'orage / bassins d'orage en place de dégrilleurs	Les déversoirs d'orage qui ne sont pas supprimés dans le cadre de travaux de génie civil sont équipés de dégrilleurs permettant de retenir les matières grossières. Installer des dégrilleurs sur les bassins d'orage pour lesquels un tel équipement n'était pas encore prévu au moment de leur construction.	Communes Syndicats communaux	élevée (ongoing)
A 24-15	Spécialisation et formation continue du personnel des syndicats intercommunaux (p. ex. assainissement des eaux usées, approvisionnement en eau potable)	Mise en place et fusion de syndicats intercommunaux, éventuellement dans le cadre de la réforme territoriale et la fusion de petites communes	Communes Syndicats communaux INAP CNFPC	moyenne (ongoing)
A 37-15	Elimination appropriée des eaux usées lors d'événements majeurs	Cette mesure vise à éliminer dans les règles de l'art les eaux usées produites (toilettes chimiques etc.), dans le but de prévenir une pollution des eaux par rejet de ces eaux usées.	Organisateurs de grand(e)s rassemblements/manifestations	élevée

**Annexe 19 : Catalogue de mesures**

Numéro	Description de la mesure	Observation / Description plus précise de la mesure	Compétence pour la mise en œuvre de la mesure	Priorité
A 25-15	Sensibilisation, formation et formation continue des agriculteurs et éventuellement des sylviculteurs	Formation dans les domaines de la fertilisation écologique et de l'utilisation durable de pesticides, des mesures hydromorphologiques et de la gestion des sols adaptée aux inondations, par ex. en prenant en compte les enseignements acquis en agriculture biologique et éventuellement en mettant en lumière des modes d'exploitation alternatifs	MAVPC ANF	élevée
A 26-15	Réviser les plans-catastrophe, jouer différents scénarios et former les forces d'intervention	Mettre à jour les plans catastrophe (par ex. en matière de protection d'eau potable, de protection des eaux de surface, de protection contre les inondations) et former les forces d'intervention	MDDI - Département de l'environnement Administration des services de secours HCPN	élevée
A 27-15	Encourager des projets innovateurs de construction de logements qui sont respectueux de l'environnement et des ressources.	Adapter les dispositions du Fonds de Logement, définir des primes et imposer éventuellement des mesures d'économie d'eau	Ministère du Logement	moyenne
A 28-15	Conduire des campagnes d'information et de sensibilisation du public en matière de protection des eaux et mettre en lumière et/ou promouvoir des solutions alternatives	De telles campagnes visent à attirer l'attention de la population et du grand public sur les effets nocifs de certaines substances (telles que les pesticides, les détergents, les solvants) et de certaines activités (que peut-on mettre à l'égout et que ne doit-on pas y mettre ?) sur la qualité des eaux. Il convient en outre de mettre davantage en lumière des alternatives permettant à chacun de changer de comportement (p. ex. solutions alternatives aux pesticides).	MDDI - Département de l'environnement AGE Contrats de rivière	moyenne (ongoing)
A 38-15	Mettre au point des formations destinées aux maîtres d'ouvrage et bureaux d'étude	Elaborer des brochures et mettre au point des plateformes Internet destinées aux maîtres d'ouvrage, techniciens communaux, bureaux d'étude, pour les informer sur les possibilités de protection des eaux ; analyser les moyens de promotion de produits économes en eau.	MDDI - Département de l'environnement AGE	moyenne (ongoing)
A 29-15	Mettre au point des dispositions et orientations en vue d'une protection des eaux coopérative	En ce qui concerne la mise en œuvre et le contrôle de mesures efficaces, il convient de mettre au point à l'échelle nationale des dispositions et orientations cohérentes qui seront contraignantes pour tous les conseillers et tous les bénéficiaires de programmes de protection des eaux.	AGE	élevée (ongoing)
A 30-15	Elaborer un plan d'action pour étudier les pollutions historiques et, le cas échéant, les assainir	La législation en cours sur la protection des sols développe, en coopération avec l'Administration de la gestion de l'eau, une méthode pour repérer les pollutions historiques et, en tant que de besoin, pour les assainir ultérieurement. L'eau souterraine est également visée par cette méthode, à la fois comme ressource (p. ex. d'eau potable) et comme vecteur de transport d'eau de surface.	AEV	élevée (ongoing)
A 31-15	Elaborer des concepts pour la Société nationale des chemins de fer (CFL) et l'Administration des Ponts et Chaussées (APC) et ce, en coopération avec ces dernières (réduction des apports de substances)	Renoncer aux produits phytosanitaires dans les travaux d'entretien des espaces verts longeant les routes et voies ferrées ou les utiliser intelligemment pour éviter un apport direct dans les cours d'eau, le réseau ferroviaire longeant souvent les vallées fluviales.	AGE CFL APC	moyenne (ongoing)
A 32-15	Améliorer les modèles hydrologiques	Calculer les flux polluants, interdépendances entre eaux de surface et eaux souterraines (quantités et flux)	AGE	moyenne
A 33-15	Contrôle d'enquête	Il est important d'ajuster et d'élargir le contrôle d'enquête pour collecter davantage d'informations sur la pollution des eaux par ex. par les HAP.	AGE	élevée
A 34-15	Améliorer la surveillance des niveaux de la nappe	Cette mesure vise à surveiller l'évolution des niveaux de la nappe phréatique, notamment dans les secteurs exploités des Mesout Trias-Nord et Lias inférieur où les aquifères sont captifs. A cette fin, les producteurs d'eau potable concernés (SEBES, SES, DEA, AC Hesperange, Ville de Luxembourg...) sont appelés à fournir à l'AGE des données traitées incluant des informations relatives à l'impact sur les captages d'eau potable et les masses d'eau de surface limitrophes, cet impact ayant été déterminé par modélisation conceptuelle.	Producteurs d'eau potable	élevée
A 35-15	Révision des obligations de rapportage	Cette mesure vise à ce que les responsables communiquent à l'AGE d'éventuels prélèvements ou pollutions d'eau. L'objectif est ici de consolider la base de données et de mieux appliquer le principe du pollueur-payeur.	AGE	moyenne
A 36-15	Accroître les ressources financières et le nombre d'effectifs au sein de l'AGE	Comme le fixe le programme gouvernemental de 2013, l'AGE sera pourvue des moyens financiers et des ressources humaines nécessaires pour assurer la mise en œuvre des directives européennes ayant trait à l'eau ainsi que le respect des obligations en découlant.	MDDI - Département de l'environnement MFPPA	élevée

NB :	
AEV	Administration de l'environnement
AGE	Administration de la gestion de l'eau
ANF	Administration de la nature et des forêts
APC	Administration des ponts et chaussées
ASTA	Administration des services techniques de l'agriculture
CNFPC	Centre national de formation professionnelle continue
HCPN	Haut-Commissariat à la Protection Nationale
INAP	Institut national d'administration publique
MAVPC	Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs
MDDI	Ministère du Développement durable et des Infrastructures
MFPRA	Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
ONR	Office national du remembrement